



**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC VALLÉE-DE-LA-GATINEAU
MUNICIPALITÉ DE CANTON DE LOW**

Procès-verbal – Lundi 4 avril 2022

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE CANTON DE LOW, TENUE AU 4C CHEMIN D'AMOUR (SALLE HÉRITAGE) LE 4 AVRIL 2022 À 19H02, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME. CAROLE ROBERT, MAIRESSE

SONT PRÉSENTS, JOANNE MAYER, MAUREEN RICE, MAUREEN MCEVOY, LUC THIVIERGE, LEE ANGUS, GHYSLAIN ROBERT ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ET GREFFIER-TRÉSORIER PAR INTÉRIM, PIERRE VAILLANCOURT.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1.1

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Madame la Présidente souhaite la bienvenue aux personnes présentes, et après avoir constaté qu'il y a quorum ouvre la session.

1.2

RAPPORT DE LA MAIRESSE

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1.1 Ouverture de l'assemblée
- 1.2 Rapport de la mairesse
- 1.3 Ordre du jour
- 1.4 Procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mars 2022
- 1.5 Prélèvements bancaires
- 1.6 Registre des chèques
- 1.7 Liste des comptes fournisseurs
- 1.8 Dépenses du directeur général
- 1.9 Dépenses du directeur du service incendie
- 1.10 Modification résolution # 66-03-2022 Autorisation et procurations pour la Directrice générale adjointe – greffière -trésorière adjointe
- 1.11 Modification résolution # 68-03-2022 Transaction quittance – Dossier # 550-020630-214-20
- 1.12 Adoption du Règlement numéro 2022-006 Code d'Éthique et de Déontologie des employés et employés municipaux de la municipalité
- 1.13 Services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes, dans le cadre d'un achat regroupé de l'UMQ
- 1.14 Augmentation salariale des employés pour l'exercice financier 2022
- 1.15 Remboursement du prêt à Terme aux entreprises 0060050-PR2

2 SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 2.1 Adoption du Règlement 2021-005 (RM 2022-007) Modifiant le règlement concernant les animaux
- 2.2 Rapport d'activités année 4 de la mise en œuvre du schéma de risque en incendie
- 2.3 Formation
- 2.4 Service incendie de Low - Nouveau recrue
- 2.5 Service incendie de Low – Retrait d'un pompier volontaire
- 2.6 Congrès du chef pompier

3. TRANSPORT

- 3.1 Achat de pneus pour la niveleuse
- 3.2 Vente aux enchères – camion

4. HYGIÈNE DU MILIEU

4.1

5. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

- 5.1 Appui des municipalités locales de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau - projet pilote de gouvernance locale en santé et services sociaux

6. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

- 6.1 Dépôt du rapport des statistiques des permis

7. LOISIRS ET CULTURE

7.1

8. VARIA

8.1

9. PÉRIODE DE QUESTIONS

10. CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE



2022-04-084

1.3 ORDRE DU JOUR

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil renoncent à la lecture de l'ordre du jour et de la disponibilité des documents au plus tard 72 heures avant l'heure fixée pour le début de la séance;

IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer, **APPUYÉ** par Ghyslain Robert et résolu d'adopter l'ordre du jour en y ajoutant les sujets suivants :

1.16 AVIS DE MOTION –RÈGLEMENT NUMÉRO 2022-008 CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS-ES MUNICIPAUX

ADOPTÉE

2022-04-085

1.4 PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 7 MARS 2022

ATTENDU QUE les membres du conseil ont individuellement pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mars 2022;

ATTENDU QUE les membres du conseil renoncent à la lecture du procès-verbal;

IL EST PROPOSÉ par Ghislain Robert, **APPUYÉ** par Joanne Mayer et résolu

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 mars 2022 tel que présenté.

ADOPTÉE

2022-04-086

1.5 ADOPTION PRÉLÈVEMENTS BANCAIRES

IL EST PROPOSÉ par Ghyslain Robert
APPUYÉ par Luc Thivierge
Et résolu

D'adopter, tel que présentée, la liste des prélèvements bancaires pour le mois

De mars 2022, totalisant les montants suivants :

	Salaires nets	48
074,40 \$		
	Remises provinciales	
19 382,23 \$		Remises fédérales
	6 363,04 \$	
	Remises du Régime de retraite	2 680,86 \$

ADOPTÉE

2022-04-087

1.6

ADOPTION DU REGISTRE DES CHÈQUES

ATTENDU QUE les comptes ont été vérifiés par Carole Robert, Joanne Mayer et Maureen Rice;

IL EST PROPOSÉ par Luc Thivierge
APPUYÉ par Maureen Rice

Et résolu

D'adopter, tel que présenté, le registre des chèques du mois de mars 2022 totalisant un montant de 81 444,53 \$.

ADOPTÉE

2022-04-088

1.7

ADOPTION DE LA LISTE DES COMPTES FOURNISSEURS

ATTENDU QUE les comptes ont été vérifiés par Carole Robert, Joanne Mayer et Maureen Rice;

IL EST PROPOSÉ par Luc Thivierge
APPUYÉ par Maureen McEvoy
Et résolu à la majorité

D'adopter, tel que présenté, le paiement de la liste des comptes fournisseurs du mois de mars 2022 totalisant un montant de 248 722,29 \$ incluant les remises provinciales et fédérales.



Lee Angus enregistre sa dissidence

ADOPTÉE

2022-04-089
18

DÉPENSES DU DIRECTEUR GÉNÉRAL - DGE (0,00 \$)

2022-04-090
19

DÉPENSES DU DIRECTEUR DU SERVICE INCENDIE - DCP (0,00 \$)

Certificat de disponibilité des crédits

Je, soussigné, Pierre Vaillancourt, directeur général par intérim de la Municipalité de Canton de Low, certifie qu'il y a des crédits budgétaires et/ou extra budgétaires disponibles provenant de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières, de fonds réservés ou d'autres sources pour lesquels les dépenses ci-haut énumérées sont engagées.

Pierre Vaillancourt, DMA
Directeur général par intérim

2022-04-091
110

**MODIFICATION RÉSOLUTION # 66-03-2022 AUTORISATION ET
PROCURATIONS POUR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE –
GREFFIÈRE -TRÉSORIÈRE ADJOINTE**

IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer
APPUYÉ par Maureen McEvoy

Et résolu

DE modifier la résolution # 66-03-2022 **AUTORISATION ET
PROCURATIONS POUR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE –
GREFFIÈRE -TRÉSORIÈRE ADJOINTE** pour la modification suivante :

De modifier « madame Louise Harper » pour « directeur(trice)
général(e) adjoint(e)-greffier(ière)-trésorier(ère) ».

ADOPTÉE

2022-04-092
11

**MODIFICATION RÉSOLUTION # 68-03-2022 TRANSACTION
QUITTANCE – DOSSIER # 550-020630-214-20**

IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer
APPUYÉ par Maureen McEvoy

Et résolu à la majorité

DE modifier la résolution # 68-03-2022 **TRANSACTION QUITTANCE –
DOSSIER # 550-020630-214-20** pour l'ajout du suivant :

« D'autorise le directeur général par intérim M. Pierre Vaillancourt à signer
cette entente, pour et au nom de la Municipalité de Canton de Low ».

Ghyslain Robert, Luc Thivierge, Maureen Rice enregistre leurs dissidences

ADOPTÉE

2022-04-093
112

**ADOPTION DU RÈGLEMENT 2022-006 « CODE D'ÉTHIQUE ET DE
DÉONTOLOGIE DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS MUNICIPAUX »**

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MRC VALLÉE-DE-LA-GATINEAU
MUNICIPALITÉ DE CANTON DE LOW**

RÈGLEMENT NUMÉRO 2022-006

**CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES EMPLOYÉES ET
EMPLOYÉS
MUNICIPAUX DE LA MUNICIPALITÉ**

Formulaires Municipales inc. No 4614-R-MST (FLA 756)



Attendu que la *Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives* (projet de loi n° 49), sanctionnée le 5 novembre 2021, prévoit des modifications à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* devant être intégrées au Code d'éthique et de déontologie de la municipalité;

Attendu que les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* ont été respectées;

Attendu qu' un avis de motion a été préalablement donné, conformément à la Loi, lors de la séance ordinaire tenue le 7 mars 2022 et qu'un projet de règlement a été déposé par le membre du conseil ayant donné l'avis de motion, qu'une demande de dispense de lecture a été demandée et que chacun des membres du conseil présent reconnaît avoir reçu copie du projet de règlement et déclare l'avoir lu et renonce à sa lecture;

Il est proposé par Carole Robert, **Appuyé par** Joanne Mayer **et résolu**

D'adopter le code d'éthique et de déontologie suivant :

ARTICLE 1 : TITRE

Le titre du présent code est : Code d'éthique et de déontologie des employées et employés de la municipalité.

ARTICLE 2 : APPLICATION DU CODE

Le présent code s'applique à tout employée et employé de la municipalité de Canton de Low.

ARTICLE 3 : BUTS DU CODE

Le présent code poursuit les buts suivants :

- 1) Accorder la priorité aux valeurs de la municipalité;
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs;
- 3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

ARTICLE 4 : VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ

Les valeurs suivantes servent de guide pour la conduite des employées et employés de la municipalité, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.

1) L'intégrité

Tout employée et employé valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

Tout employée et employé assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, elle ou il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3) Le respect et la civilité envers les autres employées et employés, les élues et élus de la municipalité et les citoyennes et citoyens

Tout employée et employé favorise le respect et la civilité dans les relations humaines. Elle ou il a droit à ceux-ci et agit avec respect et civilité envers l'ensemble des personnes avec lesquelles elle ou il traite dans le cadre de ses fonctions.

4) La loyauté envers la municipalité

Tout employée et employé recherche l'intérêt de la municipalité, dans le respect des lois et règlements.

5) La recherche de l'équité

Tout employée et employé traite chaque personne avec justice, dans le respect des lois et règlements.

6) L'honneur rattaché aux fonctions d'employées et d'employés de la municipalité



Tout employée et employé sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect et la civilité, la loyauté et l'équité.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE

5.1 Application

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite des employées et employés de la municipalité.

5.2 Obligations suite à la fin de son emploi

Dans les douze mois qui suivent la fin de son emploi, il est interdit aux personnes suivantes :

- 1° la directrice générale ou le directeur général et son adjointe ou adjoint;
- 2° la greffière-trésorière ou le greffier-trésorier et son adjointe ou adjoint;
- 3° la trésorière ou le trésorier et son adjointe ou adjoint;
- 4° la greffière ou le greffier et son adjointe ou adjoint;
- 5° tout autre employée ou employé désigné par le conseil de la municipalité;

Dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son emploi d'occuper un poste d'administratrice ou d'administrateur ou de dirigeante ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte qu'elle-même ou lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre d'employée ou d'employé de la municipalité.

5.3 Objectifs

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. Toute situation où l'intérêt personnel de l'employée ou l'employé peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. Toute situation qui irait à l'encontre de toute disposition d'une loi ou d'un règlement du gouvernement ou d'un règlement du conseil municipal ou d'une directive s'appliquant à une employée ou un employé;
3. Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.4 Conflits d'intérêts

5.4.1 Il est interdit à tout employée ou employé d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.4.2 Il est interdit à tout employée ou employé de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.4.3 Il est interdit à tout employée ou employé de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position.

5.4.4 Il est interdit à tout employée ou employé d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.4.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un employé et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par cet employé auprès du greffier-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

5.5 Utilisation des ressources de la municipalité

Il est interdit à tout employée ou employé d'utiliser les ressources de la municipalité à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions, sous réserve d'une politique particulière encadrant cette utilisation.



La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'une employée ou un employé utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyennes et citoyens.

5.6 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels

L'employée ou l'employé ne doit pas faire usage de l'information à caractère confidentiel qu'il obtient dans l'exécution ou à l'occasion de son travail. Ces obligations survivent pendant un délai raisonnable après la cessation de l'emploi, et survivent en tout temps lorsque l'information réfère à la réputation et à la vie privée d'autrui.

5.7 Abus de confiance et malversation

Il est interdit à une employée ou un employé de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

5.8 Annonce lors d'activité de financement politique

Il est interdit à tout employée ou employé de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision sans appel relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

ARTICLE 6 : MÉCANISME DE PRÉVENTION

L'employée ou l'employé, qui croit être placé, directement ou indirectement, dans une situation de conflit d'intérêts réelle, potentielle ou apparente, ou qui est susceptible de contrevenir autrement au présent code d'éthique et de déontologie, doit en aviser sa supérieure ou son supérieur immédiat.

Dans le cas de la directrice générale ou du directeur général, elle ou il doit en aviser la mairesse ou le maire.

ARTICLE 7 : MANQUEMENT ET SANCTION

Un manquement à une règle prévue au présent code d'éthique et de déontologie par une employée ou un employé peut entraîner, sur décision de la municipalité et dans le respect de tout contrat de travail, l'application de toute sanction appropriée à la nature et à la gravité du manquement.

Toute plainte des citoyens au regard du présent Code doit :

1. être déposée sous pli confidentiel au directeur général, qui verra, le cas échéant, à déterminer s'il y a eu contravention au Code d'éthique et de déontologie :

2. être complète, être écrite, motivée et accompagnée, s'il y a lieu, de tout document justificatif, et provenir de toute personne ayant connaissance d'un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie.

À l'égard du directeur général et greffier-trésorier, toute plainte doit être déposée au maire de la Municipalité.

Aucune sanction ne peut être imposée à un employé sans que ce dernier :

1. ait été informé du reproche qui lui est adressé;

2. ait eu l'occasion d'être entendu.

ARTICLE 8 : AUTRE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Le présent code ne doit pas être interprété comme restreignant les obligations imposées à une employée ou un employé municipal par la loi, un règlement, un code de déontologie professionnelle, un contrat de travail incluant une convention collective, une politique ou directive municipale.

ARTICLE 9 : REMPLACEMENT

Le présent Règlement remplace le Règlement n°, 06-2016

ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

ADOPTÉE

2022-04-094
1.13

SERVICES PROFESSIONNELS D'UN CONSULTANT EN ASSURANCES COLLECTIVES POUR LES MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES, DANS LE CADRE D'UN ACHAT REGROUPÉ DE L'UMQ

ATTENDU QUE

la Municipalité de Canton de Low a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de former, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités (ou MRC ou régies inter municipales



intéressées, un regroupement pour retenir les services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes, dans le cadre d'un achat regroupé de l'UMQ

ENDU QUE

les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* permettent à une municipalité de conclure avec l'UMQ une telle entente ;

ATTENDU QUE

la Municipalité de Canton de Low désire se joindre à ce regroupement ;

ATTENDU QUE

conformément à la loi, l'UMQ procédera à un appel d'offres public pour octroyer le contrat ;

ATTENDU QUE

ledit processus contractuel est assujéti au « Règlement numéro 26 sur la gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement » adopté par le conseil d'administration de l'UMQ ;

ATTENDU QUE

l'UMQ a lancé cet appel d'offres en mars 2022

IL EST PROPOSÉ PAR : Joanne Mayer, APPUYÉ PAR Luc Thivierge ET RÉSOLU :

QUE

la Municipalité de Canton de Low confirme son adhésion au regroupement de l'UMQ pour retenir les services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes, dans le cadre d'un achat regroupé et confie à l'UMQ le processus menant à l'adjudication du contrat ;

QUE

le contrat octroyé sera d'une durée d'une année, renouvelable d'année en année sur une période maximale de cinq ans ;

QUE

la Municipalité de Canton de Low s'engage à fournir à l'UMQ, dans les délais fixés, les informations nécessaires à l'appel d'offres ;

QUE

la Municipalité de Canton de Low s'engage à respecter les termes et conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé;

QUE

la Municipalité de Canton de Low s'engage à payer à l'UMQ des frais de gestion de 1.15 % des primes totales versées par la municipalité ;

ADOPTÉE

2022-04-095

1 14

AUGMENTATION SALARIALE DES EMPLOYÉS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2022

IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer
APPUYÉ par Ghyslain Robert
Et résolu

QUE le conseil adopte rétroactivement au 1er janvier 2022, une augmentation salariale de 2,0% pour les employés de la municipalité en poste au 1er janvier 2022.

ADOPTÉE

2022-04-096

1 15

REMBOURSEMENT DU PRÊT À TERME AUX ENTREPRISES 0060050-PR2

ATTENDU QUE le conseil a un prêt à terme 0060050-PR2;

ATTENDU QUE le conseil a reçu du ministère des Transports un montant de 524 845,00 \$;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer, **APPUYÉ** par Luc Thivierge et résolu;

QUE le conseil autorise le remboursement de ce prêt temporaire à terme sous le numéro 0060050-PR2 au montant de 451 121,90 \$ plus intérêt.

ADOPTÉE

Formules Municipales inc. No 4814-P-MST (FLA 755)



AVIS DE MOTION RÈGLEMENT 2022-008 « PORTANT SUR LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS-ES MUNICIPAUX »

Avis de motion est par la présente donné par Ghyslain Robert qu'un règlement portant le numéro 2022-008 « Code d'Éthique et de Déontologie des élus-es municipaux », sera déposé pour adoption à une séance ultérieure.

L'avis de motion est assorti d'une demande de dispense de lecture.

Le projet de règlement est présenté et déposé.

2. SÉCURITÉ PUBLIQUE

2022-04-098
2.1

ADOPTION DU RÈGLEMENT 2021-005 (RM 2022-007 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES ANIMAUX

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DECANTON DE LOW
MRC VALLÉE-DE-LA-GATINEAU

RÈGLEMENT NUMÉRO SQ 2021-005 (R.M. 2022-007)

MODIFIANT LE RÈGLEMENT SQ 2017-005 RÈGLEMENT CONCERNANT LES ANIMAUX APPLICABLE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LA MUNICIPALITÉ DE CANTON DE LOW

Considérant que ce Conseil juge nécessaire et d'intérêt public de réglementer la présence des animaux sur son territoire;

Considérant le dépôt et la présentation de projet de règlement SQ 2021-005 (R.M. 2022-007) à la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Canton de Low tenue le 10 janvier 2022;

Considérant qu'une copie du règlement SQ 2021-005 (R.M. 2022-007) a été remise aux membres du conseil au plus tard 2 jours juridiques avant la séance ordinaire du 10 janvier 2022, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

En conséquence, il est proposé par Joanne Mayer, appuyé par Maureen McEvoy et il est résolu à la majorité que le conseil de la municipalité de Canton de Low décrète ce qui suit :

SECTION 1 – DÉFINITIONS

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement le sens et l'application que leur attribue le présent article :

DOIT DORÉNAVANT SE LIRE COMME SUIT :

1.1 Agriculteur :

Désigne toute personne faisant des activités agricoles et reconnues comme telles.

1.2 Animal :

Désigne tout animal de toute espèce et de toute provenance.

1.3 Animal agricole :

Désigne tout animal réservé à l'élevage sur une exploitation agricole tels les ovins, bovins, porcins, chevaux, sangliers, bisons, lamas, etc., et tout autre animal servant à l'agriculture sauf les chiens.

1.4 Animal en liberté :

Désigne tout animal se trouvant en dehors du bâtiment ou de la propriété de son gardien et qui n'est pas sous son contrôle ou qui n'est pas tenu en laisse.

1.5 Animal errant :

Désigne tout animal perdu ou égaré et sans propriétaire ou gardien connu.



Est interprété comme errant un animal qui est à l'extérieur de la propriété du gardien, sans contrôle immédiat du gardien de l'animal, ou s'il est à l'extérieur de la propriété où l'animal est détenu.

1.6 Animal exotique :

Désigne tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce ne se retrouve pas à l'état naturel au Québec, à l'exception des oiseaux, des poissons et des tortues miniatures.

1.7 Animal sauvage :

Désigne tout animal qui, habituellement, vit dans l'eau, les bois, les déserts ou les forêts, n'étant pas de façon générale, domestiqué par l'homme.

1.8 Autorité compétente :

Désigne le personnel du « Service de protection des animaux », le personnel de tout autre organisme chargé de l'application du présent règlement, la sureté du Québec, les fonctionnaires municipaux des municipalités et villes de la MRC de La-Vallée-de-la-Gatineau et tout membre du service de la Sécurité publique de la MRC de La-Vallée-de-la-Gatineau.

1.9 Bâtiment :

Désigne une construction munie d'un toit supporté par des colonnes ou des murs et utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des objets.

1.10 Chenil :

Désigne tout endroit aménagé de façon à servir à la garde, au logement ou à l'élevage de plus de 3 chiens.

1.11 Chien :

Désigne tout chien, chienne ou chiot.

1.12 Chien de garde :

Désigne un chien dressé ou utilisé pour le gardiennage et qui attaque à vue ou sur ordre, un intrus.

1.13 Chien guide :

Désigne un chien dressé pour pallier un handicap visuel ou à tout autre handicap physique d'une personne.

1.14 Dépendance :

Désigne tout bâtiment accessoire à une unité d'occupation ou un terrain sur lequel est située l'unité d'occupation ou qui y est contigu, incluant les garages attenants à ladite unité d'occupation.

1.15 Édifice public :

Désigne tout édifice à caractère public ou édifice privé où les gens ont accès.

1.16 Éleveur :

Désigne toute personne exerçant à temps plein ou partiel, avec ou sans rémunération, l'élevage des chats ou des chiens et ayant plus de 4 chiens ou chats et qui détient un permis d'exercice à cette fin émit par l'autorité compétente.

1.17 Endroit public :

Désigne toute propriété publique, voie de circulation, terrain public et parc de l'autorité compétente.

1.18 Famille d'accueil :

Désigne toutes personnes ou tout groupe de personnes autorisées à obtenir temporairement la garde d'un animal. Il appartient à l'autorité compétente ou l'un de ses représentants de désigner ces familles d'accueil.

1.19 Fourrière :

Désigne tout refuge pour animaux désigner par l'autorité compétente ou tout refuge d'une personne ou organisme autorisé à appliquer le présent règlement.

1.20 Gardien :

Désigne une personne qui est le propriétaire, qui a la garde d'un animal domestique ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal domestique.



Est aussi réputé gardien, le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'unité d'occupation où vit cet animal.

1.21 Municipalité :

Désigne toute Municipalité de l'autorité compétente ainsi que l'autorité compétente.

1.22 Organisme

Désigne l'organisme ayant conclu une entente avec la Municipalité pour percevoir le coût des licences et appliquer le présent règlement.

1.23 Parc

Désigne les parcs situés sur le territoire de la Municipalité et comprend en outre, les aires de repos, les promenades, les sentiers récréatifs ou touristiques ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.

1.24 Pension d'animaux :

Désigne tout endroit qui sert de pension pour animaux, avec ou sans rémunération, pour un temps donné. Le mot propriétaire précédant ce terme signifie toute personne exerçant cette activité.

1.25 Personne :

Désigne une personne physique ou personne morale.

1.26 Personne handicapée :

Désigne toute personne reconnue comme telle par l'Office des personnes handicapées du Québec ou tout autres instance gouvernementale équivalente.

1.27 Propriétaire de chenil :

Désigne toute personne qui s'adonne pour ou sans rémunération à temps complet ou partiel, soit à la garde, soit au logement, soit à l'élevage de plus de 3 chiens.

1.28 Propriété :

Désigne tout terrain ou bâtiment du domaine privé où le public n'a pas accès.

1.29 Refuge :

Désigne tout endroit où plusieurs animaux peuvent être accueillis. L'endroit, l'opération ainsi que les conditions de vie des animaux à l'intérieur du refuge doivent être reconnus par la SPCA, la municipalité ou tout autre organisme nommé par l'autorité compétente.

1.30 Règlement sur les animaux en captivité :

Réfère au règlement adopté en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c.61.1, r.0.0001).

1.31 Secteur agricole

Désigne un secteur défini comme ayant des activités agricoles permises par la Municipalité.

1.32 Service de protection des animaux :

Désigne l'organisme ayant conclu une entente avec la Municipalité pour percevoir le coût des licences et appliquer le présent règlement.

1.33 Terrain de jeu :

Désigne un espace public de terrain principalement aménagé pour la pratique de sports ou pour le loisir.

1.34 Terrain privé :

Désigne toute parcelle de terrain qui est du domaine privé et auquel le public n'a pas accès à l'exclusion des bâtiments se trouvant sur ledit terrain.

1.35 Unité d'occupation :

Désigne une ou plusieurs pièces situées dans un immeuble et utilisées principalement à des fins résidentielles, institutionnelles, commerciales ou industrielles.

1.36 Voie de circulation :

Désigne toute rue, ruelle, tout chemin public, chemin privé à accès public, espace ou terrain de stationnement, trottoir ou autre.



Article 2 – APPLICATION DU RÈGLEMENT

- 2.1 La Municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme autorisant telle personne ou tel organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer en tout ou en partie le présent règlement. Toute personne désignée pour appliquer le présent règlement porte aussi en plus de son titre habituel le titre d'inspecteur.
- 2.2 Toute personne ou organisme qui se voit confier l'autorisation de percevoir le coût des licences et d'appliquer en tout ou en partie le présent règlement est appelé aux fins des présentes, le service de protection des animaux.
- 2.3 Nonobstant les dispositions des articles 2.1 et 2.2 du présent règlement, les agents de la paix de la Sureté du Québec sont autorisés à appliquer le présent règlement.
- 2.4 Toute personne étant autorisée à faire appliquer le présent règlement doit avoir une pièce d'identité fournie par l'autorité compétente.

Article 3 – Dispositions applicables aux animaux agricoles

- 3.1 Quiconque désire garder un ou plusieurs animaux agricoles dans les limites de la Municipalité doit être située dans le secteur agricole ou dans un secteur autorisé, notamment où ces usages sont reconnus par la Municipalité.
- 3.2 Les terrains où sont gardés les animaux agricoles doivent être clôturés et les clôtures doivent être maintenues en bonne condition et construites de façon à les contenir.
- 3.3 Tout propriétaire d'une exploitation agricole doit contenir ses animaux sur sa propriété de façon à les empêcher d'errer sans surveillance sur la voie publique ou tout autre endroit public dans les limites de la municipalité
- 3.4 Tout gardien ou toute personne ayant la charge d'animaux agricoles et qui doit faire traverser la voie publique par ces animaux doit s'assurer que ce soit fait de façon sécuritaire.
- 3.5 Il est défendu de faire traverser la voie publique à plus d'un animal agricole, à moins qu'ils ne soient escortés d'une personne portant et tenant bien en vue un drapeau rouge en guise de signal d'avertissement.

Article 4 – Chenil et autres

- 4.1 Quiconque désire exploiter un chenil, une animalerie ou une clinique vétérinaire doit détenir un permis pour exercer cette activité à l'intérieur des zones permises. Le coût dudit permis est déterminé selon le règlement en vigueur dans la Municipalité.
- 4.2 Tout propriétaire de chenil devra tenir son établissement de façon à éviter les bruits et les odeurs nauséabondes et dans des conditions sanitaires qui satisfont aux exigences des autorités municipales.

Article 5 – Dispositions générales relatives à la garde des animaux – animaux autorisés

- 5.1 Il est défendu à toute personne de garder dans les limites de la Municipalité un animal autre que, sauf dans le cadre d'une exposition et sur permission du Conseil
- a) Les chiens, chats, poissons, petits rongeurs de compagnie (souris et rats sélectionnés par l'homme), lapins miniatures ainsi que le furet (*Mustela putorius furo*).
- b) Les espèces et le nombre d'amphibiens et de reptiles indigènes admis à la garde par le Règlement sur les animaux en captivité (R.R.Q., c. C-61.1, r.0.0001).
- c) Les animaux exotiques suivants :
- i) Tous les reptiles sauf les crocodiliens, les lézards venimeux, les serpents venimeux, les boas, les pythons, les anacondas ainsi que les serpents pouvant atteindre 3 mètres de longueur à l'âge adulte, les tortues marines ainsi que la tortue verte à oreilles rouges, les serpents des blés ou couleuvres à gouttelette ou communément appelé « corn snake ».
- ii) Tous les amphibiens.



- iii) Tous les oiseaux suivants : les capitonidés, les colombidés, les embéridés, les estrildidés, les irénidés, le mainate religieux, les musophagidés, les plocidés, les psittacidés, les pycnonotidés, les ramphastidés, les timaliidés, les turdidés, les zostéropidés.
- iv) Tous les mammifères suivants : les chinchillas, les cochons d'Inde, les dégoux, les gerbilles, les gerboises, les hamsters.

Les poules et les petits animaux agricoles sont permis si les conditions telles que définies dans le règlement d'urbanisme de la municipalité sont respectées.

Normes et conditions minimales de garde des animaux

- 5.2 Nul ne peut garder, dans un logement où est situé ce logement ou dans les dépendances de ce logement plus de 3 chiens, à l'exception des agriculteurs.
- 5.3 Le gardien d'une chienne qui met bas doit dans les 3 mois à compter de la naissance, disposer des chiots pour se conformer au présent règlement.
L'article 5.2 ne s'applique pas avant ce délai.
- 5.4 Le gardien doit fournir à l'animal sous sa garde la nourriture, l'eau, l'abri et les soins nécessaires et appropriés à son espèce et à son âge.
- 5.5 Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal.
- 5.6 Le gardien d'un animal gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et à la température. L'abri doit rencontrer les normes minimales suivantes :
- a) Il ne doit pas être situé dans un endroit trop ensoleillé ni être trop exposé au vent, à la neige ou à la pluie.
- b) Il doit être étanche et être isolé du sol, et être construit d'un matériel isolant.
- 5.7 La longe (laisse) d'un animal attaché à l'extérieur doit avoir une longueur minimale de trois (3) mètres.
- 5.8 Il est défendu à toute personne de transporter un animal dans le coffre arrière d'un véhicule ou dans un véhicule ouvert de type camionnette. En tout temps, le gardien du véhicule doit placer l'animal à l'abri des intempéries, du soleil ou de la chaleur et s'assurer qu'il n'y a pas de danger de chute de l'animal hors du véhicule.
- 5.9 Un gardien sachant que son animal est blessé ou atteint d'une maladie commet une offense s'il ne prend pas les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.
- 5.10 Un gardien ne peut abandonner un ou des animaux dans le but de s'en défaire. Il doit remettre le ou les animaux à une autorité compétente qui en dispose par adoption ou euthanasie. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge du gardien.
- 5.11 Lorsque l'autorité compétente constate que des animaux ont été abandonnés, elle dispose des animaux, par adoption ou en les soumettant à l'euthanasie si le gardien ou propriétaire n'a pas été retrouvé. Si le gardien ou le propriétaire est retracé, il est responsable des frais encourus et sujet à des poursuites selon le présent règlement.
- 5.12 Le gardien ou le propriétaire d'un animal mort doit, dans les 24 heures de son décès, le remettre à l'autorité compétente ou en disposer selon les normes du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.

Nuisances

- 5.13 Il est défendu à toute personne d'organiser, de participer, d'encourager ou d'assister au déroulement d'un combat d'animaux.
- 5.14 Il est défendu pour quiconque de faire des cruautés à un animal, de le maltraiter, le molester, le harceler ou le provoquer.
- 5.15 Le gardien d'un animal doit immédiatement nettoyer, par tous les moyens appropriés, toute place publique ou toute propriété privée salie par les dépôts de matière fécale laissés par l'animal dont il est le gardien et doit en disposer d'une manière hygiénique. À cette fin, le gardien doit avoir en sa possession le matériel nécessaire.



- 5.16 Toute personne qui trouve un animal errant doit le signaler immédiatement ou le remettre sans délai à l'autorité compétente.
- 5.17 Il est défendu d'utiliser ou de permettre que soit utilisé du poison ou un piège pour la capture d'animaux à l'exception de la cage-trappe.
- 5.18 Constitue une nuisance le fait de nourrir, de garder, ou autrement attirer des pigeons, des écureuils ou tout autre animal vivant en liberté dans les limites de la Municipalité de façon à nuire à la santé, à la sécurité ou au confort d'une ou plusieurs personnes du voisinage.
- 5.19 Personne ne doit prendre ou détruire les œufs ou nids d'oiseaux dans les parcs ou autres lieux de la Municipalité.
- 5.20 Il est défendu à toute personne de nourrir des oiseaux migrateurs tels que les canards ou les goélands sur les berges des rivières, lacs ou étangs situés sur le territoire de la Municipalité.
- 5.21 Sauf dans les endroits spécialement destinés à cette fin, il est défendu de monter à cheval ou de le promener dans les parcs de la Municipalité.
- 5.22 Il est défendu à toute personne d'amener un animal sur un terrain ou dans un parc public en tout temps. Le présent article ne s'applique pas à un chien guide ou à toute occasion où la présence d'animaux est autorisée par la Municipalité.
- 5.23 Il est défendu à toute personne de baigner un animal dans les piscines publiques de la Municipalité.
- 5.24 La baignade d'un animal est permise dans les lacs et rivières de la Municipalité, sauf aux endroits où la signalisation l'interdit.

Article 6 – Dispositions particulières applicables aux chiens

6.1 CHIENS EXEMPTÉS

Les chiens suivants ne sont pas visés par le présent règlement:

- 1° un chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance;
- 2° un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police;
- 3° un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5);
- 4° un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.

Signalement de blessures infligées par un chien

- 6.2 Un médecin vétérinaire doit signaler sans délai à l'autorité compétente concernée le fait qu'un chien dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique a infligé une blessure par morsure à une personne ou à un animal domestique en lui communiquant, lorsqu'ils sont connus, les renseignements suivants:
- a° le nom et les coordonnées du propriétaire ou gardien du chien;
- b° tout renseignement, dont la race ou le type, permettant l'identification du chien;
- c° le nom et les coordonnées de la personne blessée ou du propriétaire ou gardien de l'animal domestique blessé ainsi que la nature et la gravité de la blessure qui a été infligée.
- 6.3 Un médecin, doit signaler sans délai à la l'autorité compétente concernée le fait qu'un chien a infligé une blessure par morsure à une personne en lui communiquant la nature et la gravité de cette blessure et, lorsqu'ils sont connus, les renseignements prévus à l'article 6.2.

Le gardien d'un chien ayant infligé une blessure a une personne ou un autre animal doit communiquer sans délai avec autorité compétente et fournir les renseignements prévus à l'article 6.2.



6.4 Aux fins de l'application des articles 6.2 et 6.3, l'autorité compétente concernée est celle de la résidence principale du propriétaire ou gardien du chien qui a infligé la blessure ou, lorsque cette information n'est pas connue, celle où a eu lieu l'événement.

Déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

6.5 Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un chien constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique, une l'autorité compétente peut exiger que son propriétaire ou gardien le soumette à l'examen d'un médecin vétérinaire qu'elle choisit afin que son état et sa dangerosité soient évalués.

6.6. L'autorité compétente avise le propriétaire ou gardien du chien, lorsque celui-ci est connu, de la date, de l'heure et du lieu où il doit se présenter avec le chien pour l'examen ainsi que des frais qu'il devra déboursier pour celui-ci.

6.7 Le médecin vétérinaire transmet son rapport à la l'autorité compétente dans les meilleurs délais. Il doit contenir son avis concernant le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique.

Il peut également contenir des recommandations sur les mesures à prendre à l'égard du chien ou de son propriétaire ou gardien.

6.8 Un chien peut être déclaré potentiellement dangereux par l'autorité compétente qui est d'avis, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique.

6.9 Un chien qui a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure peut également être déclaré potentiellement dangereux par l'autorité compétente.

6.10 L'autorité compétente peut ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien qui a mordu ou attaqué une personne et qui a causé sa mort ou lui a infligé une blessure grave de faire euthanasier ce chien. Elle doit également faire euthanasier un tel chien dont le propriétaire ou gardien est inconnu ou introuvable.

Jusqu'à l'euthanasie, un chien visé au premier alinéa doit en tout temps être muselé au moyen d'une muselière-panier lorsqu'il se trouve à l'extérieur de la résidence de son propriétaire ou gardien.

Pour l'application du présent article, constitue une blessure grave toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

6.11 L'autorité compétente peut, lorsque des circonstances le justifient, ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien de se conformer à une ou plusieurs des mesures suivantes:

1° soumettre le chien à une ou plusieurs des normes prévues au présent règlement ou aux articles 6.17, 6.18, 6.19, 6.20, 6.30, 6.31, 6.39, 6.40, 6.41, 6.42 ou à toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique;

2° faire euthanasier le chien;

3° se départir du chien ou de tout autre chien ou lui interdire de posséder, d'acquérir, de garder ou d'élever un chien pour une période qu'elle détermine.

L'ordonnance doit être proportionnelle au risque que constitue le chien ou le propriétaire ou gardien pour la santé ou la sécurité publique.

Modalités d'exercice des pouvoirs par l'autorité compétente

6.12 L'autorité compétente doit, avant de déclarer un chien potentiellement dangereux en vertu des articles 6.8 ou 6.9 ou de rendre une ordonnance en vertu des articles 6.10 ou 6.11, informer le propriétaire ou gardien du chien de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée et lui indiquer le délai dans lequel il peut présenter ses observations et, s'il y a lieu, produire des documents pour compléter son dossier.

Durant le processus de décision, l'autorité compétente peut imposer toutes les conditions qu'elle juge nécessaires au propriétaire ou gardien du chien afin de préserver la sécurité des personnes et animaux. De manière non



limitative, l'autorité compétente peut imposer toutes conditions temporaires, jusqu'à ce que l'autorité compétente ait rendu sa décision sur le caractère potentiellement dangereux du chien.

Le propriétaire ou gardien qui ne respecte pas les conditions temporaires pour la période de décision commet une infraction au présent règlement.

- 6.13 Toute décision l'autorité compétente est transmise par écrit au propriétaire ou gardien du chien. Lorsqu'elle déclare un chien potentiellement dangereux ou rend une ordonnance, la décision est motivée par écrit et fait référence à tout document ou renseignement que l'autorité compétente a pris en considération.

La déclaration ou l'ordonnance est notifiée au propriétaire ou gardien du chien et indique le délai dont il dispose pour s'y conformer. Avant l'expiration de ce délai, le propriétaire ou gardien du chien doit, sur demande de l'autorité compétente, lui démontrer qu'il s'est conformé à l'ordonnance. À défaut, celui-ci est présumé ne pas s'y être conformé. Dans ce cas, l'autorité compétente le met en demeure de se conformer dans un délai donné et lui indique les conséquences de son défaut.

Le propriétaire ou le gardien qui ne respecte pas l'ordonnance ou qui ne démontre pas qu'il s'y est conformé commet une infraction au présent règlement.

- 6.14 L'autorité compétente peut désigner un fonctionnaire ou un employé de l'autorité compétente responsable de l'exercice des pouvoirs.
- 6.15 Les pouvoirs de l'autorité compétente de déclarer un chien potentiellement dangereux et de rendre des ordonnances en vertu du présent règlement s'exercent à l'égard des chiens dont le propriétaire ou gardien a une résidence sur son territoire.

Toutefois, une déclaration ou une ordonnance rendue par l'autorité compétente s'applique sur l'ensemble du territoire du Québec.

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- 6.16 Nul ne peut posséder ou garder un chien à l'intérieur des limites de l'autorité compétente sans s'être procuré une licence auprès de l'autorité compétente.
- 6.17 Le propriétaire ou gardien d'un chien doit l'enregistrer auprès de l'autorité compétente de sa résidence principale dans un délai de 30 jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale dans une municipalité ou du jour où le chien atteint l'âge de 3 mois.

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien:

- a° s'applique à compter du jour où le chien atteint l'âge de 6 mois lorsqu'un éleveur de chiens est propriétaire ou gardien du chien;
- b° ne s'applique pas à une animalerie, soit un commerce où des animaux de compagnie sont gardés et offerts en vente au public, un établissement vétérinaire, un établissement d'enseignement ou un établissement qui exerce des activités de recherche ainsi qu'à une fourrière, un service animalier, un refuge ou toute personne ou organisme voués à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 6.20 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).
- c° Le propriétaire ou gardien d'un chien doit acquitter les frais annuels d'enregistrement fixés par l'autorité compétente.

- 6.18 Le propriétaire ou gardien du chien doit fournir, pour l'enregistrement de ce dernier, les renseignements et documents suivants:

a° son nom et ses coordonnées;

b° la race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 20 kg et plus;

c° s'il y a lieu, la preuve que le statut vaccinal du chien contre la rage est à jour, qu'il est stérilisé ou micropucé ainsi que le numéro de la micropuce, ou un avis écrit d'un médecin vétérinaire indiquant que la vaccination, la stérilisation ou le micropuçage est contre-indiqué pour le chien;



d° s'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.

- 6.19 L'enregistrement d'un chien dans l'autorité compétente subsiste tant que le chien et son propriétaire ou gardien demeurent les mêmes.
- Le propriétaire ou gardien d'un chien doit informer l'autorité compétente dans laquelle ce dernier est enregistré de toute modification aux renseignements fournis en application de l'article 6.18.
- 6.20 L'autorité compétente remet au propriétaire ou gardien d'un chien enregistré une médaille comportant le numéro d'enregistrement du chien. Un chien doit porter la médaille remise par l'autorité compétente afin d'être identifiable en tout temps.
- 6.21 La licence émise en vertu du présent règlement est annuelle pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.
- 6.22 Le gardien d'un chien dans les limites de l'autorité compétente doit obtenir une nouvelle licence pour ce chien, au mois de janvier chaque année.
- 6.23 Nul gardien d'un chien ne doit amener à l'intérieur des limites de la Municipalité un chien vivant habituellement hors du territoire de la Municipalité, à moins d'être détenteur d'une licence émise par la Municipalité où le chien vit habituellement.
- Cependant, lorsque la Municipalité où vit habituellement le chien n'impose pas l'obligation d'obtenir une licence, le chien doit porter un médaillon sur lequel est inscrite l'identité de son gardien, l'adresse de celui-ci et un numéro de téléphone où il est possible de le rejoindre.
- Tout propriétaire ou gardien, qui garde sur le territoire de l'autorité compétente, pour une période de quinze (15) jours ou plus, un chien qui n'y vit pas habituellement et qui n'a pas de licence de la Municipalité où le chien vit habituellement, doit se procurer une licence auprès de l'autorité compétente, à défaut il commet une infraction.
- Pour l'application du présent article, tout chien visé au présent règlement, se trouvant sur le territoire de l'autorité compétente pour une période de quinze (15) jours ou plus, dont le propriétaire ou le gardien ne s'est pas procuré de licence auprès de l'autorité compétente, est présumé ne pas détenir de licence dans la Municipalité où vit habituellement le chien. Le propriétaire ou le gardien ont la responsabilité de prouver que le chien a une licence valide dans la Municipalité où vit habituellement le chien.
- Le présent article ne s'applique pas à l'animal qui participe à une exposition ou un concours pendant la durée de l'événement.
- 6.24 Un gardien qui s'établit dans l'autorité compétente doit se conformer à toutes les dispositions du présent règlement même s'il détient une licence pour un chien émise par une autre municipalité ne faisant pas partie de l'autorité compétente.
- 6.25 Le coût de la licence est établi à l'article 9.1 du présent règlement et s'applique pour chaque chien. Le coût de la licence est indivisible et non remboursable.
- 6.26 Un médaillon émis pour un chien ne peut être porté par un autre chien.
- 6.27 Il est défendu à toute personne de modifier, d'altérer ou de retirer le médaillon d'un animal de façon à empêcher son identification.
- 6.28 Le gardien d'un chien doit présenter le certificat reçu du Service de protection des animaux à tout représentant dudit Service ou du Service de police qui lui en fait la demande.

Normes supplémentaires de garde et de contrôle

- 6.29 Il est défendu de laisser un chien en liberté hors les limites du bâtiment, du logement ou du terrain de son gardien. Hors de ces limites, le gardien du chien doit le maintenir en laisse ou autrement en assumer le contrôle immédiat et le surveiller en tout temps. Un



chien non tenu en laisse est présumé ne pas être sous le contrôle de son gardien.

- 6.30 Dans un endroit public, un chien doit en tout temps être sous le contrôle d'une personne capable de le maîtriser.
Sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage,
Un chien doit également être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. (6 pieds).
Un chien de 20 kg et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais. Pour l'application du présent article, le gardien ou le propriétaire sera responsable de démontrer à l'autorité compétente que le chien a un poids de moins de 20 kg.
Sous réserve des autres dispositions du présent règlement, l'usage de la laisse extensible est interdit dans un endroit public mais autorisé dans les parcs ou lieux publics n'interdisant pas les chiens.
- 6.31 Un chien ne peut se trouver sur une propriété appartenant à une personne autre que son propriétaire ou gardien, à moins que la présence du chien ait été autorisée expressément.
- 6.32 Aucun gardien ne peut laisser son chien se coucher dans un endroit public de façon à gêner le passage des gens.
- 6.33 Tout gardien transportant un ou des chiens dans un véhicule routier doit s'assurer qu'ils ne peuvent quitter ce véhicule ou attaquer une personne passant près de ce véhicule.
- 6.34 Tout gardien d'âge mineur doit, pour contrôler et tenir un chien, avoir atteint la maturité et capacité de retenir en laisse le chien, sans que celui-ci ne lui échappe ou contrôle ses déplacements.
- 6.35 Que ce soit sur le terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien doit être gardé, selon le cas :
- a) Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir.
 - b) Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.
 - c) Sur un terrain qui n'est pas clôturé, le propriétaire ou l'occupant dudit terrain doit installer un système de clôture électronique reconnu.
Le chien doit porter un récepteur en bon état de fonctionnement dans son cou lorsqu'il est à l'extérieur du bâtiment. Un chien qui se retrouve à l'extérieur du terrain muni d'un tel système est présumé être un chien en liberté, donc en contravention de l'article 6.29.

Le chien peut être attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer.

La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre au chien de s'approcher à moins d'un mètre d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

- d) Dans un terrain privé constitué d'un enclos entouré d'une clôture en treillis galvanisée, ou son équivalent, fabriquée de mailles serrées afin d'empêcher les enfants ou toute personne de passer la main au travers, d'une hauteur de 1,2 mètres et finie, dans le haut, vers l'intérieur, en forme de « Y » d'au moins 60 cm.

De plus, cet enclos doit être entouré d'une clôture d'au moins 30 cm dans le sol et le fond de l'enclos doit être de broche ou de matière pour empêcher le chien de creuser. La superficie doit être équivalente à au moins 4 m².

Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un chien est gardé, conformément aux prescriptions des alinéas b et d, la clôture doit être dégagée de toute accumulation de neige ou autre élément de manière à ce que les hauteurs prescrites soient respectées.



6.36

Aucun gardien ne peut ordonner à son chien d'attaquer une personne ou un animal à moins que son intégrité physique ne soit compromise ou que sa sécurité, sa famille ou sa propriété menacée.

6.37

Tout gardien d'un chien de garde, de protection ou d'attaque, dont le chien est sur cette propriété privée, doit indiquer à toute personne désirant pénétrer sur sa propriété, qu'elle peut être en présence d'un tel chien et cela, en affichant un avis écrit qui peut être facilement vu de la place publique portant l'une ou l'autre des mentions suivantes : « Attention – chien de garde » ou « Attention – chien dangereux » ou en affichant un pictogramme reconnu indiquant la présence d'un tel chien.

Nuisances causées par les chiens

6.38

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des nuisances ou infractions et le gardien est passible des peines édictées dans le présent règlement :

- a) Le fait, pour un chien, d'aboyer ou de hurler de façon à troubler la paix ou la tranquillité et d'être un ennui pour une ou plusieurs personnes.
- b) Le fait, pour un chien, de déplacer ou de fouiller dans les ordures ménagères.
- c) Le fait, pour un chien, de se trouver sur un terrain privé sans le consentement exprès du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain.
- d) Le fait, pour un chien, de causer des dommages à une pelouse, une terrasse, un jardin, des fleurs ou un jardin de fleurs, un arbuste ou d'autres plantes.
- e) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre un animal qui se comporte pacifiquement.
- f) Le fait, pour un chien, de mordre ou de tenter de mordre une personne qui se comporte pacifiquement.
- g) Le fait, pour un chien, de se trouver dans un endroit public où une enseigne indique que la présence du chien est interdite.
- h) Le fait, pour un gardien, de négliger de ramasser de façon régulière les excréments sur sa propriété et de ne pas maintenir les lieux dans un état de salubrité adéquat.
- i) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans les endroits publics avec un chien sans être capable de le maîtriser en tout temps.
- j) Le fait, pour un gardien, de laisser son chien seul ou sans soins appropriés, sans la présence d'un gardien, pour une période de plus de 24 heures.
- k) Le refus d'un gardien de laisser l'autorité compétente inspecter tout lieu et immeuble afin de vérifier l'observation du présent règlement.
- l) Le fait, pour un gardien, de se trouver dans une aire de jeu avec son chien
- m) Le fait qu'un animal soit errant à l'intérieur du territoire de la Municipalité.

Normes applicables aux chiens déclarés potentiellement dangereux

6.39

Un chien déclaré potentiellement dangereux doit en tout temps avoir un statut vaccinal à jour contre la rage, être stérilisé et micropucé, à moins d'une contre-indication pour le chien établie par un médecin vétérinaire.

6.40

Un chien déclaré potentiellement dangereux ne peut être gardé en présence d'un enfant de 10 ans ou moins que s'il est sous la supervision constante d'une personne âgée de 18 ans et plus.

6.41

Un chien déclaré potentiellement dangereux doit être gardé au moyen d'un dispositif qui l'empêche de sortir des limites d'un terrain privé qui n'est pas clôturé ou dont la clôture ne permet pas de l'y contenir. En outre, une affiche doit également être placée à un endroit permettant d'annoncer à une personne qui se présente sur ce terrain la présence d'un chien déclaré potentiellement dangereux.

6.42

Dans un endroit public, un chien déclaré potentiellement dangereux doit porter en tout temps une muselière-panier. De plus, il doit y être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25m, sauf dans une aire d'exercice canin.

Article 7 – Pouvoirs de l'autorité compétente

7.1

Aux fins de veiller à l'application des dispositions du présent règlement, un inspecteur, un agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien ou un animal se trouve dans un lieu ou dans un véhicule peut, dans l'exercice de ses fonctions:



- 1° pénétrer à toute heure raisonnable dans ce lieu et en faire l'inspection;
- 2° faire l'inspection de ce véhicule ou en ordonner l'immobilisation pour l'inspecter;
- 3° procéder à l'examen de ce chien;
- 4° prendre des photographies ou des enregistrements;
- 5° exiger de quiconque la communication, pour examen, reproduction ou établissement d'extrait, de tout livre, compte, registre, dossier ou autre document, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements relatifs à l'application du présent règlement;
- 6° exiger de quiconque tout renseignement relatif à l'application du présent règlement.

Lorsque le lieu ou le véhicule est inoccupé, l'inspecteur y laisse un avis indiquant son nom, le moment de l'inspection ainsi que les motifs de celle-ci.

- 7.2. Un inspecteur, un agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans une maison d'habitation peut exiger que le propriétaire ou l'occupant des lieux lui montre le chien. Le propriétaire ou l'occupant doit obtempérer sur-le-champ.

L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, ne peut pénétrer dans la maison d'habitation qu'avec l'autorisation de l'occupant ou, à défaut, qu'en vertu d'un mandat de perquisition délivré par un juge, sur la foi d'une déclaration sous serment faite par l'inspecteur, L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement, énonçant qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique se trouve dans la maison d'habitation, autorisant, aux conditions qu'il y indique, cet inspecteur, cet agent de la sûreté du Québec ou cette personne désignée par l'autorité compétente à y pénétrer, à saisir ce chien et à en disposer conformément aux dispositions du règlement, ce mandat peut être obtenu conformément à la procédure prévue au Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) compte tenu des adaptations nécessaires.

Tout juge de la Cour du Québec ou d'une cour municipale ou tout juge de paix magistrat a compétence pour délivrer un mandat de perquisition en vertu du deuxième alinéa.

- 7.3 L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement peut exiger que le propriétaire, le gardien ou le responsable d'un véhicule ou d'un lieu qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, lui prête assistance dans l'exercice de ses fonctions.

- 7.4 Un inspecteur, un agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement peut saisir un chien aux fins suivantes:

1° le soumettre à l'examen d'un médecin vétérinaire conformément à l'article 6.5 lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique;

2° le soumettre à l'examen exigé par la l'autorité compétente lorsque son propriétaire ou gardien est en défaut de se présenter à l'examen conformément à l'avis transmis en vertu de l'article 6.6;

3° faire exécuter une ordonnance rendue par la l'autorité compétente en vertu des articles 6.10 ou 6.11 lorsque le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 6.13 pour s'y conformer est expiré.

- 7.5 L'inspecteur, l'agent de la sûreté du Québec ou toute personne désignée par l'autorité compétente pour l'application du présent règlement a la garde du chien qu'il a saisi. Il peut détenir le chien saisi ou en confier la garde à une personne dans un établissement vétérinaire ou dans un refuge, dans un service animalier, dans une fourrière ou dans un lieu tenu par une personne ou un organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 6.20 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

- 7.6 La garde du chien saisi est maintenue jusqu'à ce qu'il soit remis à son propriétaire ou gardien.



Sauf si le chien a été saisi pour exécuter une ordonnance rendue en vertu du premier alinéa de l'article 6.10 ou du paragraphe 2 ou 3 du premier alinéa de l'article 6.11 ou si la municipalité rend une ordonnance en vertu d'une de ces dispositions, il est remis à son propriétaire ou gardien lorsque survient l'une ou l'autre des situations suivantes:

1° dès que l'examen du chien a été réalisé, lorsque le médecin vétérinaire est d'avis qu'il ne constitue pas un risque pour la santé ou la sécurité publique, ou dès que l'ordonnance a été exécutée;

2° lorsqu'un délai de 90 jours s'est écoulé depuis la date de la saisie sans que le chien n'ait été déclaré potentiellement dangereux ou, avant l'expiration de ce délai, si l'inspecteur est avisé qu'il n'y a pas lieu de déclarer le chien potentiellement dangereux ou que le chien a été déclaré potentiellement dangereux.

- 7.7 Les frais de garde engendrés par une saisie sont à la charge du propriétaire ou gardien du chien, incluant notamment les soins vétérinaires, les traitements, les interventions chirurgicales et les médicaments nécessaires pendant la saisie ainsi que l'examen par un médecin vétérinaire, le transport, l'euthanasie ou la disposition du chien.

Article 8 – Fourrière

- 8.1 Toute personne peut faire mettre en fourrière tout animal qui contrevient ou dont le gardien contrevient à l'une des dispositions du présent règlement. Le représentant de l'autorité compétente doit, dans le cas d'un animal dûment licencié et mis en fourrière, informer sans délai le propriétaire ou le gardien dudit animal que ce dernier a été mis en fourrière.

- 8.2 Pour la capture d'un chien, un agent de la paix du Service de police ou un de l'autorité compétente est autorisé à utiliser un tranquillisant ou un fusil à filet.

- 8.3 Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal blessé, malade ou maltraité. Il peut le capturer et le mettre en fourrière ou chez un vétérinaire jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à ce que l'endroit approprié à la garde de l'animal soit disponible. Les frais sont à la charge du gardien.

Lorsqu'il y a urgence et une crainte sérieuse pour la santé ou la vie de l'animal soit compromise par les délais d'obtention d'un mandat en vertu du présent règlement. Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans toute propriété privée sans mandat dans l'unique but de saisir l'animal afin de préserver sa santé et sa vie. L'autorité compétente et le représentant du Service de protection des animaux ne sont pas responsables des dommages à la propriété privée.

- 8.4 Le représentant de l'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal soupçonné de maladie contagieuse. Il peut le capturer et le mettre en fourrière. Si l'animal est atteint d'une maladie contagieuse, il doit être isolé jusqu'à guérison complète et, à défaut de telle guérison, il doit être soumis à l'euthanasie. Si la maladie n'est pas attestée, le chien est remis au gardien. Les frais sont à la charge du gardien.

- 8.5 Dans le cas où les autorités municipales auront été avisées de cas de rage, ils pourront ordonner, par avis public, à tous les gardiens et propriétaires de chiens de la Municipalité ou du secteur concerné, d'enfermer leurs animaux afin de les empêcher d'être en contact avec tout autre animal. Cet ordre sera valable pour une période n'excédant pas 60 jours à compter de l'avis public donné à cet effet et renouvelable pour la même période tant et aussi longtemps que la rage ou le danger de rage persistera. Toute négligence de se conformer à cet ordre rendra le gardien ou le propriétaire de l'animal passible des sanctions prévues au présent règlement.

- 8.6 Tout animal se trouvant dans quelque endroit public ou propriété publique après la publication de l'avis public mentionné à l'article 9.5 pourra être saisi par l'autorité compétente et éliminé aux frais du gardien de l'animal.

- 8.7 Tout animal soupçonné d'être atteint de rage pourra être saisi par l'autorité compétente et placé sous l'observation des autorités compétentes pour une période de 15 jours aux frais de gardien de l'animal. Si l'animal ne peut être guéri, il pourra être éliminé aux frais du gardien de l'animal.



- 8.8 Tout chien mis en fourrière non réclamée et non identifié est conservé pendant une période minimale de 5 jours à moins que sa condition physique ne justifie l'euthanasie.
- 8.9 Si le chien porte à son collier la licence requise en vertu du présent règlement ou porte le médaillon d'identification ou toute autre méthode permettant de contacter par des efforts raisonnables le gardien ou le propriétaire, le délai sera de 5 jours. Si dans ce délai le gardien n'en recouvre pas la possession, l'autorité compétente pourra en disposer.
- 8.10 Après le délai prescrit aux articles 8.8 et 8.9, le chien peut être soumis à l'euthanasie ou vendu par adoption, le tout sous réserve des autres dispositions du présent règlement.
- 8.11 Le gardien peut reprendre possession de son chien, à moins qu'il n'en soit disposé, en payant à l'autorité compétente les frais de pension qui sont prévus en application du contrat intervenu entre l'autorité compétente et la Municipalité, le tout sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.
- 8.12 Si aucune licence n'a été émise pour ce chien pour l'année en cours, conformément au présent règlement, le gardien doit également, pour reprendre possession de son chien, obtenir la licence requise pour l'année en cours, le tout, sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent règlement, s'il y a lieu.
- 8.13 Toute personne désirant soumettre à l'euthanasie un chien peut s'adresser directement à un médecin vétérinaire de son choix ou s'adresser à l'autorité compétente, auquel cas elle doit verser à l'autorité compétente le montant fixé au présent règlement
- 8.14 L'autorité compétente peut disposer sans délai d'un animal qui meurt en fourrière ou qui est euthanasié en vertu du présent règlement.
- 8.15 L'autorité compétente qui, en vertu du présent règlement, détruit un chien ne peut être tenue responsable du fait d'un tel acte.
- 8.16 Tout animal qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent règlement peut être enfermé à la fourrière ou à tout autre endroit désigné par l'autorité compétente, et son gardien doit en être avisé aussitôt que possible.

Le gardien doit, dans les 5 jours, réclamer l'animal; tous les frais de transport et de pension sont à la charge du gardien, faute de quoi, l'autorité compétente peut disposer de l'animal par adoption ou en le soumettant à l'euthanasie.

Le gardien d'un animal mis en fourrière doit payer les frais de transport, de pension, d'euthanasie ou autres même s'il ne réclame pas son animal.

- 8.17 Ni la Municipalité ni l'autorité compétente ne peuvent être tenus responsables des dommages ou blessures causés à un chien à la suite de sa capture et de sa mise en fourrière.

Article 9 – Tarifs

- 9.1 Le coût d'une licence pour chaque chien est :

a)	Chien	20,00 \$
b)	Chien guide	gratuit
c)	Chien des agriculteurs	gratuit
d)	duplicata de certificat	5,00 \$

- 9.2 Les frais de garde sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction par jour pour un chien.
Les frais de transport d'un animal sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction pendant les heures d'affaires du Service de protection des animaux et ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction en dehors des heures d'affaires.
- 9.3 Les frais d'euthanasie d'un animal sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction.
- 9.4 Les frais de médecine vétérinaire, lorsque nécessaire, sont aux frais du gardien.
- 9.5 Les frais pour le test de bon citoyen canin sont ceux prévus au tarif en vigueur au moment de l'infraction.



Article 10 Dispositions pénales

- 10.1. Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'article 6.5 ou ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu des articles 6.10 ou 6.11 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 20 000 \$, dans les autres cas.
- 10.2 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'un ou l'autre des articles 6.17, 6.19 et 6.20 est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.
- 10.3 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 6.31 et 6.32 est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 3 000 \$, dans les autres cas.
- 10.4 Les montants minimal et maximal des amendes prévues aux articles 10,1 et 10.3 sont portés au double lorsque l'infraction concerne un chien déclaré potentiellement dangereux.
- 10.5 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 6.39 à 6.42 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 2 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 5 000 \$, dans les autres cas.
- 10.6 Le propriétaire ou gardien d'un chien qui fournit un renseignement faux ou trompeur ou un renseignement qu'il aurait dû savoir faux ou trompeur relativement à l'enregistrement d'un chien est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.
- 10.7 Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement à l'exception des articles 6.6, 6.10, 6.11, 6.17, 6.19, 6.20, 6.31, 6.32, 6.39 à 6, 42 commet une infraction et est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 3 000 \$, dans les autres cas.
- 10.8 Quiconque entrave de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de toute personne chargée de l'application de la loi, la trompe par réticences ou fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu du présent règlement est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$.
- 10.9 En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues par le présent règlement.

Article 11 – Interprétation

- 11.1 Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et pouvoirs du Conseil de la Municipalité de percevoir, par tous les moyens que la Loi met à sa disposition, le coût d'une licence exigible en vertu du présent règlement ou le coût des frais de garde fixé par le présent règlement.
- 11.2 Le masculin et le singulier sont utilisés dans le présent règlement sans discrimination et inclut le féminin et le pluriel afin d'éviter un texte trop lourd.
- 11.3 Le préambule du présent règlement fait partie intégrante de celui-ci.
- 11.4 En cas de divergence entre la version française et la version anglaise, la version française est celle qui prédomine pour l'application du règlement.

Article 12 – Poursuite pénale

Le conseil autorise de façon générale l'autorité compétente ainsi que les agents de la paix et autres personnes désignées à l'article 2 à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence le préposé aux animaux à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Tous les frais engendrés dans l'objectif d'une poursuite pénale sont à la charge du propriétaire ou gardien de l'animal notamment, les frais prévus dans le présent règlement ou dans d'autres loi ou règlement ainsi que toute expertise nécessaire ou autres frais que pourrait déboursier l'autorité compétente dans l'établissement de la poursuite pénale.



Article 13 – Abrogation et entrée en vigueur

- 13.1 Le présent règlement abroge et remplace à toutes fins que de droit les règlements portant les numéros **SQ 2017-005** concernant les animaux dans les limites de la MRC de La Vallée-de-la-Gatineau et tous autres règlements antérieurs à ce contraire.
- 13.2 Le présent règlement entrera en vigueur après l'accomplissement des formalités édictées par la Loi.

Luc Thivierge, Maureen Rice enregistre leurs dissidences

ADOPTÉE

2022-04-099
2.2

RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNÉE 4 DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DE RISQUE EN INCENDIE

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 35 de la Loi sur la sécurité incendie: « *Toute autorité locale ou régionale et toute régie inter municipale chargée de l'application de mesures prévues à un schéma de couverture de risques doivent adopter par résolution et transmettre au ministre, dans les trois mois de la fin de leur année financière, un rapport d'activité pour l'exercice précédent et leurs projets pour la nouvelle année en matière de sécurité incendie* »;

CONSIDÉRANT QUE le Directeur du service de sécurité incendie M, Michel Lemieux a déposé le rapport annuel pour l'année 2020-2021 pour adoption par le conseil;

IL EST PROPOSÉ par Maureen Rice, **APPUYÉ** par Luc Thivierge et résolu,

QUE ce Conseil ait pris connaissance du rapport annuel du plan local de mise en œuvre de l'année 4 du Schéma de couverture de risque en sécurité incendie de la municipalité de Canton de Low pour l'année 2020-2021 et l'adopte tel que déposé;

QU'une copie de la présente résolution accompagnée du rapport annuel soit acheminée au Coordonnateur-préventionniste de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau qui le transmettra au ministère de la Sécurité publique.

Lee Angus enregistre sa dissidence

ADOPTÉE

2022-04-100
2.3

FORMATION

IL EST PROPOSÉ par Luc Thivierge
APPUYÉ par Joanne Mayer
Et résolu

QUE le conseil autorise la formation intitulée « Gestion d'un centre de coordination d'urgence » pour deux pompiers du service d'incendie au coût de 175,00 \$ pour les membres et de 205,00 \$ pour les non-membres plus les taxes applicables

ADOPTÉE

2022-04-101
2.4

SERVICE INCENDIE DE LOW - NOUVEAU RECRUE

IL EST PROPOSÉ par Luc Thivierge
APPUYÉ par Ghyslain Robert
Et résolu

Que le conseil accepte M. Adam McNaughton en tant que pompier volontaire au sein du service incendie de Low.

ADOPTÉE

2022-04-102
2.5

SERVICE INCENDIE DE LOW – RETRAIT D'UN POMPIER VOLONTAIRE

IL EST PROPOSÉ par Luc Thivierge
APPUYÉ par Ghyslain Robert
Et résolu



2022-04-103
2.6

QUE le conseil met fin au service du pompier volontaire M. Andrew Leslie et qu'il soit retiré du service incendie de Low qu'il retourne les équipements en sa possession et qu'une lettre de remerciement lui soit envoyé.

ADOPTÉE

CONGRÈS DU CHEF POMPIER

IL EST PROPOSÉ par Maureen Rice
APPUYÉ par Joanne Mayer
Et résolu

QUE le conseil autorise la participation du chef pompier et de son adjoint au Congrès que le kilométrage soit remboursés pour le véhicule personnel si utilisé ainsi que l'hébergement et les repas tel que stipulé dans la politique en vigueur avec reçu à l'appui.

Ghyslain Robert s'abstient

ADOPTÉE

3. TRANSPORT

2022-04-104
3.1

ACHAT DE PNEUS POUR LA NIVELEUSE

IL EST PROPOSÉ par Ghyslain Robert
APPUYÉ par Maureen Rice
Et résolu

QUE le conseil autorise l'octroi d'achat et engage la dépense pour l'achat de 6 pneus pour la niveleuse à Pneus Bélisle au coût total de 11 836,68 \$ incluant les taxes Applicables.

ADOPTÉE

2022-04-105
3.2

VENTE AUX ENCHÈRES – CAMION

IL EST PROPOSÉ par Ghyslain Robert
APPUYÉ par Maureen Rice
Et résolu

QUE le conseil mandate l'administration général de publier la vente aux enchères du camion 1993 GMC Savana Cube Van meilleur offre et d'un minimum de 500 \$.

ADOPTÉE

4. HYGIÈNE DU MILIEU

5. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

2022-04-106
5.1

APPUI DES MUNICIPALITÉS LOCALES DE LA MRC DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU - PROJET PILOTE DE GOUVERNANCE LOCALE EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ATTENDU QUE les membres du conseil ont individuellement pris connaissance du document 600.1 Projet pilote santé présenté au gouvernement du Québec et autres instances politiques en date de février 2022;

ATTENDU QUE les membres du conseil renoncent à la lecture de ce document;

IL EST PROPOSÉ par Joanne Mayer
APPUYÉ par Luc Thivierge
Et résolu à l'unanimité

QUE le conseil de la municipalité de Canton de Low appui le projet pilote de gouvernance locale en santé et services sociaux tel qu'adopté par la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau par sa résolution numéro 2022-R-AG071.

ADOPTÉE

6. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

2022-04-107



6.1

DÉPÔT DU RAPPORT DES STATISTIQUES DES PERMIS

Le rapport des statistiques de permis pour le mois de mars 2022 est déposé par le directeur général par intérim.

7. LOISIRS ET CULTURE

8. VARIA

9

PÉRIODE DE QUESTIONS

10.

CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour étant épuisé, le président déclare la clôture de l'assemblée. Il est 19h51.

Président

Greffier

Vaillancourt, DMA
général par intérim

Carole Robert,
Mairesse

Pierre

Directeur

« Je, Carole Robert, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».

